

LE BULLETIN INTERNATIONAL

Actualité de la lutte de classe dans le monde

A l'heure où nos esprits, à juste titre s'échauffent, parce que nous sommes conscient.es que nous vivons dans notre chair l'abjection d'un gouvernement libéral chaussé de ses bottes néofascistes, la question n'est que plus vive : que sommes-nous prêts à sacrifier sur l'autel du parlementarisme bourgeois ? Ce Bulletin international donne à voir les enjeux qui entourent d'autres élections importantes, ainsi que des drames qui sont passés sous silence, comme ceux des migrations. Accordons-nous tout de même le temps de la réflexion sur ce que sont des élections parlementaires, après avoir fait le tour des résultats en Europe.

Sommaire

RDC: fraîchement investie, la Première ministre met l'accent sur l'emploi et la sécurité	2
RDC: en Ituri, les signataires d'un accord de paix sceptiques malgré une baisse des violences intercommunautaires.....	2
Inde: sans majorité absolue, Modi trouve un accord pour une coalition gouvernementale.....	3
Elections législatives en Iran : qui sont les 6 candidats retenus ?.....	3
La Cour pénale internationale ouvre une enquête sur les crimes commis au Darfour en 2005.....	3
Elections européennes : petit tour des résultats	4
Le statut théorique et politique des élections.....	5
Drames migratoires.....	7
Près de 50 migrants périssent dans le naufrage d'un bateau au large du Yémen.....	7
Le rejet de visa Schengen a coûté près de 54 millions d'euros aux demandeurs africains en 2023.....	7
Malawi: l'avion militaire transportant le vice-président Saulos Chilima porté disparu	7
Répression.....	8
Vietnam: le journaliste Huy Duc arrêté après des articles publiés sur Facebook.....	8
Corée du Sud: grève inédite chez Samsung Electronics.....	8
Culture.....	9
Chine: la «chanson des travailleurs» fatigués fait le buzz sur les réseaux sociaux.....	9

RDC: FRAÎCHEMENT INVESTIE, LA PREMIÈRE MINISTRE MET L'ACCENT SUR L'EMPLOI ET LA SÉCURITÉ

Le nouveau gouvernement de la Première ministre Judith Suminwa a été investi mardi 11 juin, au Palais du peuple, le siège du Parlement congolais à Kinshasa. La Première ministre a présenté non seulement son gouvernement, mais aussi son programme d'action devant des parlementaires majoritairement acquis à la cause du pouvoir.

Dans son programme, Judith Suminwa a mis un accent particulier est également sur la justice, le transport et bien d'autres projets. Dans le secteur de la justice, par exemple, la mesure phare de son gouvernement sera d'assurer une couverture optimale en termes d'implantation des cours de justice et tribunaux.

Le gouvernement s'engage également notamment à réhabiliter et à entretenir 10 000 km de routes de desserte agricole par an.

Un programme en 6 piliers (création d'emplois, pouvoir d'achat, sécurisation du pays, diversification de l'économie, amélioration des services de bases ainsi qu'une plus grande efficacité des services publics) budgété à 92 milliards de dollars en cinq ans.

RDC: EN ITURI, LES SIGNATAIRES D'UN ACCORD DE PAIX SCEPTIQUES MALGRÉ UNE BAISSSE DES VIOLENCES INTERCOMMUNAUTAIRES

En Ituri, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), près de deux mois et demi après la signature d'un accord de paix, ses signataires affichent leur scepticisme malgré une diminution

des violences intercommunautaires dans cette province où s'affrontent depuis 2017 des milices. Après la signature des accords de paix en Ituri, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), le 26 avril, et alors que le président Félix Tshisekedi est toujours attendu à Bunia, le chef-lieu de cette province, les observateurs s'accordent pour dire que les exactions ont diminué.

Dans cette région, des milices communautaires s'affrontent depuis 2017 et les civils sont les principales victimes de ce conflit. Plusieurs milliers meurent chaque année, selon la société civile locale. Mais, plus d'un mois après l'accord de paix, les signataires restent sceptiques.

Pour la première fois depuis la résurgence de la crise en 2017, la milice Zaïre est signataire de l'accord de paix. Plusieurs communautés, dont les Hema, regroupés dans une association appelée G5, se disent victimes des exactions de la Codeco et déplorent leur poursuite. La Coopérative pour le développement du Congo (Codeco) est une milice qui dit défendre la communauté Lendu.

Des affrontements et assassinats ciblés ont été constatés par la société civile depuis fin avril, essentiellement autour des sites miniers, notamment aurifère. La chambre de Conseil hema, une association communautaire, a déposé une plainte cette semaine auprès de l'auditorat militaire : une plainte pour crime contre l'humanité, crime de guerre, et crime en masse, alors qu'une première plainte de ce genre avait déjà été déposée l'année dernière. Une copie de cette plainte a été déposée au bureau du Procureur de la Cour pénale internationale (CPI), conséquence de la publication d'un rapport de plus de 160 pages dans lesquelles sont répertoriées les exactions commises sur la dernière année (avril 2023 - avril 2024) par plusieurs groupes armés, notamment la Codeco. Ces exactions contre la population civile se comptent par centaines, et ce malgré l'état de siège dans la province.

INDE: SANS MAJORITÉ ABSOLUE, MODI TROUVE UN ACCORD POUR UNE COALITION GOUVERNEMENTALE

Sans grande surprise, le BJP de Narendra Modi est parvenu à conclure un accord de coalition pour placer à nouveau le chef de file du parti au poste de Premier ministre de l'Inde, ce mercredi 5 juin. Les 15 formations alliées totalisent 293 sièges au Parlement et s'assurent une majorité confortable (272 nécessaires), après la perte de la majorité du BJP lors des élections.

Le parti nationaliste hindou du Premier ministre indien **Narendra Modi** s'est mis d'accord mercredi 5 juin avec ses alliés pour former une coalition gouvernementale, après avoir perdu sa majorité absolue aux législatives. « *Nous avons tous choisi à l'unanimité le leader respecté de l'Alliance démocratique nationale (NDA), Narendra Modi, comme chef de file* », peut-on lire dans le communiqué de cette alliance comprenant des petits partis, publié par le parti nationaliste hindou de Narendra Modi, le Bharatiya Janata Party (BJP). Contre toute attente, le Congrès, principal parti d'opposition, a acquis 99 sièges, doublant presque son score de 2019 (52 sièges). Le président du parti, Mallikarjun Kharge, a estimé que le résultat du scrutin était un vote contre Modi. La plupart des analystes et les sondages de sortie des urnes avaient prédit le triomphe de Narendra Modi, accusé par ses détracteurs d'instrumentaliser la justice avec l'emprisonnement de dirigeants de l'opposition et de bafouer notamment les droits des minorités religieuses, dont plus de 200 millions d'Indiens musulmans. Le Premier ministre a été réélu dans sa circonscription de Varanasi avec une marge bien plus faible qu'il y a cinq ans.

Désormais dépendant des alliés de sa coalition, le BJP devra chercher le consensus pour faire voter ses textes au Parlement.

ELECTIONS LÉGISLATIVES EN IRAN : QUI SONT LES 6 CANDIDATS RETENUS ?

Sur les 80 personnes à avoir déposé leur candidature à l'élection présidentielle anticipée iranienne, seules six ont été validées par le Conseil des gardiens de la Constitution : Said Jalili, Amir-Hossein Ghazizadeh Hashemi, Mostafa Pourmohammadi, Mohammad Bagher Ghalibaf, Masoud Pezeshkian, Alireza Zakani.

Cinq candidats très conservateurs, un seul candidat proche des réformateurs sans pour autant être leur représentant, le Conseil des gardiens de la Constitution iranienne semble vouloir conserver la ligne politique conservatrice en place depuis l'élection de Ebrahim Raïssi en 2017 et éviter ainsi toute surprise.

LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE OUVRE UNE ENQUÊTE SUR LES CRIMES COMMIS AU DARFOUR EN 2005

Le procureur de la Cour pénale internationale a lancé ce mardi 11 juin un appel à la coopération pour les crimes commis au Darfour. La Cour a ouvert une enquête sur cette province de l'ouest du Soudan en 2005, à la demande du Conseil de sécurité des Nations unies. Elle a depuis émis plusieurs mandats d'arrêt dont l'un visant l'ex-président Omar el-Béchar. Avec la reprise des violences, le procureur avait annoncé en 2023 reprendre son enquête. Karim Khan invite à fournir des informations, notamment sur les crimes en cours dans l'ouest de la province Soudanaise, à El-Geneïna et El-Fasher.

ELECTIONS EUROPÉENNES : PETIT TOUR DES RÉSULTATS

Quelque 370 millions d'Européens votaient pour **élire un nouveau Parlement européen**.

Le scrutin, qui s'est ouvert le 6 juin aux Pays-Bas, doit permettre de **désigner pour cinq ans les 720 membres du Parlement** européen issus des 27 pays membres de l'UE.

En Pologne, les pro-européens polonais sont à la fête

C'est l'euphorie pour le parti de Donald Tusk. Revenu au pouvoir en octobre il avait fait le pari de redonner une place importante à la Pologne au sein de l'Union européenne et le voilà qui rafle la majorité des sièges, relate notre correspondant à Varsovie **Martin Chabal**. La promesse d'une Europe forte, qui pourra renforcer la sécurité du continent et l'aide à l'Ukraine pour repousser la Russie a remporté l'élection ce soir.

le parti d'extrême droite Konfederacja termine à la troisième place et fait son entrée au Parlement européen avec 6 sièges. Reste à savoir maintenant quel groupe ils rallieront. Le Parti ne veut pas être associé au PiS, chez les conservateurs et réformistes européens. Ils pourraient donc se tourner vers Identité et Démocratie, et se rallier au Rassemblement national français. À moins qu'ils choisissent de rallier l'extrême droite allemande de l'AFD, exclue d'Identité et démocratie.

En Italie, parti d'extrême droite de Meloni en tête

Le parti d'extrême droite de la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia, est arrivé en tête des européennes avec de 25 à 31% des suffrages, selon différents sondages réalisés à la sortie des urnes présentant une large marge d'erreur. Le Parti démocrate (PD, centre-gauche), principal parti d'opposition, arrive en deuxième position, suivi du Mouvement 5 Etoiles (populiste)

Au Portugal, la coalition gouvernementale de droite et les socialistes au coude-à-coude

Le camp du nouveau gouvernement portugais de droite modérée et l'opposition socialiste sont donnés au coude-à-coude aux élections européennes, tandis que l'extrême droite aurait fait un score inférieur à celui des législatives de mars, selon plusieurs sondages sortie des urnes. La liste de la coalition gouvernementale emmenée par un journaliste de 28 ans, Sebastiao Bugalho, et celle de la socialiste Marta Temido, ancienne ministre de la Santé pendant la pandémie de Covid-19, auraient toutes les deux recueilli environ 30% des voix, d'après les trois projections publiées par les télévisions nationales. Toujours selon ces sondages sortie des urnes, le parti d'extrême droite a fait un score autour de 10%, contre celui de 18% réalisé aux législatives, et n'est pas assuré de devancer la formation libérale qui avait terminé en quatrième position en mars.

En Slovaquie, les libéraux l'emportent face au parti du Premier ministre Robert Fico

Le parti libéral slovaque d'opposition a créé la surprise dimanche en remportant les élections européennes face à la formation Smer-SD du Premier ministre Robert Fico aux penchants pro-Poutine, gravement blessé récemment dans un attentat.

ercée de la gauche et des écologistes dans les pays nordiques, recul de l'extrême droite

Les partis de gauche et écologistes ont progressé dans les pays nordiques lors des élections européennes, au contraire de l'extrême droite qui recule, selon des résultats et sondages sortie des urnes. En Finlande, le parti l'Alliance de gauche réalise une percée spectaculaire avec 17,3% des suffrages, soit quatre points de plus qu'en 2019, selon les résultats basés sur 99% des bulletins. Le parti va donc avoir trois des 15 sièges réservés à la Finlande au Parlement européen, contre un seulement lors du précédent scrutin. La Coalition nationale (centre droit) du Premier ministre Petteri Orpo consolide ses gains avec près de 25% des voix, en hausse de près de quatre points. Le Parti des Finlandais, formation d'extrême droite qui participe à la coalition gouvernementale, recule à 7,6%, soit une chute de 6,2 points. Il n'obtiendrait qu'un seul siège.

En Suède, les Verts font une percée et obtiennent 15,7% des voix, soit une hausse de 4,2 points, selon un sondage sortie des urnes de la chaîne de télévision SVT. Le Parti de Gauche progresse également (+4 points à 10,7%), tandis que l'extrême droite des Démocrates de Suède marque un recul de 1,4 point à 13,9%. Les sociaux-démocrates maintiennent leur position et restent en tête avec 23,1%.

Au Danemark, dans un paysage politique très morcelé, le parti populaire socialiste est donné en tête et en nette progression de 5,2 points par rapport à 2019, avec 18,4%, selon un sondage sortie des urnes donné par la télévision publique DR. Le parti social-démocrate, à la tête de la coalition de gouvernement, reculerait à 15,4%. Les deux partis devraient emporter chacun trois des 15 sièges danois.

En Espagne, les conservateurs devancent les socialistes d'une courte tête

Les conservateurs sont arrivés légèrement en tête des élections européennes en Espagne devant le Parti socialiste du Premier ministre Pedro Sánchez, lors d'un scrutin marqué comme ailleurs par une poussée de l'extrême droite, selon un sondage publié à la fermeture des bureaux de vote. Selon ce sondage réalisé pour la télévision publique entre le 24 mai et samedi, le Parti populaire (PP, droite) remporterait de 21 à 23 sièges (32,4 % des voix), devant les socialistes avec de 20 à 22 sièges et 30,2 % des voix. À l'extrême droite, le parti Vox remporterait pour sa part 6 ou 7 sièges (10,4 % des voix) tandis qu'une nouvelle formation baptisée « La fête est finie » (*Se acabo la fiesta*) ferait son entrée au Parlement européen avec de 2 à 3 sièges (3,9 % des voix). Les socialistes avaient remporté le dernier scrutin européen avec 21 sièges contre 13 pour le PP et 4 pour Vox.

En Allemagne, les conservateurs sont en tête, l'extrême droite deuxième

C'est un grand succès pour les chrétiens-démocrates qui restent stables par rapport à 2019 et qui engrangent à peu près autant de voix que les trois partis de cette coalition au pouvoir. Même si, historiquement, ce n'est pas un score fantastiquement élevé pour les chrétiens-démocrates (autour de 30%) qui sont traditionnellement très forts, ils doivent encore prouver d'ici 15 mois, d'ici les élections

générales, qu'ils peuvent convaincre plus d'Allemands.

LE STATUT THÉORIQUE ET POLITIQUE DES ÉLECTIONS

A l'heure où nos esprits, à juste titre s'échauffent, parce que nous sommes conscient.es que nous vivons dans notre chair l'abjection d'un gouvernement libéral chaussé de ses bottes néofascistes, la question n'est que plus vive : que sommes-nous prêts à sacrifier sur l'autel du parlementarisme bourgeois ? Et au fait, c'est quoi le parlementarisme bourgeois ?

Les élections parlementaires constituent le cadre d'exercice de la politique selon la bourgeoisie. Tout le reste doit être exclu de ce qui est politique, travail, vie privée, commerce, etc. Ainsi, selon cette conception, l'individu est un citoyen ou une citoyenne qui s'exprime en pleine conscience et anonymement lors d'élections. Ce paradigme a été identifié par Marx dans le *Capital* comme le cadre théorico-politique nécessaire à la transformation de tout individu en potentielle force de travail, une uniformisation et une anonymisation qui est la seule forme envisageable sous le règne du mode de production capitaliste, de l'égalité. L'égalité ne peut ainsi être autre chose que l'évidement artificiel des particularités de l'individu, présupposant ainsi son extraction possible de déterminations sociales et économiques. La lutte contre l'inégalité, pour la bourgeoisie, ne peut être réalisée que sous la forme de l'abstraction mise en acte lors d'élections.

On attend de la participation des partis de gauche aux gouvernements qu'ils mènent une « meilleure » politique. Les déceptions qui bien souvent suivent sont justifiées par certains réformistes comme étant le prix malheureusement nécessaire des compromis, et ceux qui sont plus radicaux parmi les réformistes critiquent cette politique décevante et estiment que cette adaptation est une « trahison » des dirigeants des partis de gauche. Il n'est

pas rare qu'un nouveau parti soit alors fondé, qui, lui, doit faire « vraiment » autrement. Ce faisant, on invisibilise que l'adaptation qui est critiquée pourrait bien aussi avoir des causes structurelles.

En réalité, la sphère de la circulation ou de l'échange de marchandises, entre les bornes de laquelle se meuvent l'achat et la vente de la force de travail, était un véritable Éden des droits innés de l'homme. Ne règnent ici que la Liberté, l'Égalité, la Propriété et Bentham. Liberté ! Car l'acheteur et le vendeur d'une marchandise, par exemple de la force de travail, ne sont déterminés que par leur libre volonté. Ils passent un contrat entre personnes libres, à parité de droits. Le contrat est le résultat final dans lequel leurs volontés se donnent une expression juridique commune. Égalité ! Car ils n'ont de relation qu'en tant que possesseurs de marchandises et échangent équivalent contre équivalent. Propriété ! Car chacun ne dispose que de son bien. Bentham ! Car chacun d'eux ne se préoccupe que de lui-même. La seule puissance qui les réunisse et les mette en rapport est celle de leur égoïsme, de leur avantage personnel, de leurs intérêts privés ¹.

Le rapport d'exploitation et de domination économique se constitue par un accord entre des partenaires contractuels libres et égaux qui peut être rompu à tout moment. Le fait que les exploités consentent à leur propre exploitation provient de ce que dans une société de propriétaires privés, ils n'ont pas d'autre possibilité pour assurer leur subsistance. Le travailleur salarié n'est certes pas personnellement dépendant d'un capitaliste particulier, mais pour survivre il est contraint de vendre sa force de travail à n'importe quel capitaliste.

Les élections ou la fabrique de la légitimation

La politique des États ne présuppose pas seulement un consensus concernant l'intérêt général capitaliste entre les plus importantes fractions du capital.

1 Karl MARX, *Le Capital*, Livre I, *op. cit.*, p. 197 sq.

Une telle politique doit aussi être *légitimée* par les classes inférieures ; elle requiert un certain niveau d'adhésion de leur part. C'est seulement de cette manière que la reproduction des rapports sociaux capitalistes ne sera pas dérangée par la *praxis* sociale de ces classes (même si ces dérangements ne commencent pas par une résistance ayant des motifs politiques). Ainsi, les classes inférieures se trouvent contraintes d'accepter ou de concéder passivement les sacrifices qu'on leur demande souvent de faire. Il n'est cependant pas suffisant pour produire la légitimation et pour maintenir des comportements « disciplinés » des individus en travailleurs et en citoyens, de « bien vendre » sa politique.

Un procédé fondamental permettant de fabriquer la légitimation ainsi qu'un consensus répondant aux normes du capitalisme, est celui des *élections* universelles, libres et à bulletin secret. Par ce moyen, il est permis à la majorité de la population de voter contre des politiciens et des partis impopulaires et d'en élire de nouveaux. Le nouveau gouvernement, que sa politique se distingue ou non de celle de l'ancien gouvernement, peut toujours invoquer face à ceux qui le critiquent le fait qu'il a été « élu » et ainsi qu'il a été « voulu » par la majorité de la population. Dans l'ensemble, les sciences politiques conçoivent la *démocratie* sous ce seul angle de la « légitimité par le processus » et négligent la plupart du temps le contexte capitaliste. L'insatisfaction de la population au sujet de la politique menée n'est pas seulement régulée par cette ventilation rapide permise par des élections régulières, elle est ainsi canalisée puisqu'elle est dirigée contre des politiciens singuliers et des partis, et non contre le système politique et économique qui se trouve derrière leur politique. En conséquence, dans l'espace public bourgeois, un système politique est considéré comme *démocratique* quand il offre la possibilité effective de destituer un gouvernement au moyen d'élections.

Afin d'être élu président ou d'obtenir une majorité en tant que parti, il faut répondre à divers intérêts et systèmes de valeur. Pour être pris au sérieux dans les médias (une condition fondamentale pour même seulement être connu), il est nécessaire de faire des propositions « réalistes », « réalisables ». Avant qu'un parti ne parvienne, ne serait-ce qu'à s'appro-

cher d'une participation à un gouvernement, il se passe généralement quelques années d'un processus d'éducation politique au cours duquel le parti s'adapte toujours plus aux « nécessités », autrement dit à la satisfaction de l'intérêt général capitaliste, simplement pour avoir un plus grand succès électoral. Si un parti gouverne enfin, alors il doit veiller à conserver l'approbation qu'il a reçue.

DRAMES MIGRATOIRES

Près de 50 migrants périssent dans le naufrage d'un bateau au large du Yémen

Au moins 49 personnes sont mortes et 140 disparues après le naufrage d'un bateau de migrants au large du Yémen, a annoncé mardi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Il transportait environ 260 migrants, essentiellement issus de la corne de l'Afrique, qui cherchaient à rejoindre les côtes yéménites. Parmi les décès se trouvaient 31 femmes et six enfants.

Selon les survivants, l'embarcation avait quitté le nord-est de la Somalie dimanche 9 juin, au milieu de la nuit. À son bord, des passagers vulnérables : 115 Somaliens et 145 Éthiopiens, dont 90 femmes et des dizaines d'enfants.

Le naufrage s'est produit tout près des côtes du Yémen, au large de la ville de Rudum. Les autorités locales expliquent qu'en raison des vents violents qui balaient le secteur, le bateau a sombré avant de pouvoir rejoindre le rivage. Les survivants ont été secourus par des pêcheurs qui ont donné l'alerte et prévenu l'organisation onusienne.

Les opérations de recherche se poursuivent, mais elles sont ralenties, selon l'Organisation internationale pour les migrations, par le manque de navires patrouilleurs et de canots de sauvetage.

Trois fois plus de traversées de l'Afrique vers le Yémen, au moins 1 350 morts

L'ONU indique que 97 000 personnes ont tenté cette traversée l'an dernier en provenance de l'est de l'Afrique, soit trois fois plus qu'en 2021, quand elles

étaient 27 000. Selon le communiqué de l'OIM, les migrants de la Corne de l'Afrique sont surtout poussés par « *l'instabilité politique et économique, ainsi que par de graves sécheresses et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes dans des pays comme l'Éthiopie et la Somalie* ».

Le rejet de visa Schengen a coûté près de 54 millions d'euros aux demandeurs africains en 2023

Depuis ce mardi 11 juin, il faut déboursier 10 euros de plus, soit 90 euros, rien que pour faire une demande de visa court séjour pour rejoindre l'espace Schengen. Un montant revu à la hausse alors que les demandeurs ne sont pas remboursés après un refus. En 2023, les demandeurs africains de visa Schengen ont ainsi payé près de 54 millions d'euros, en pure perte.

Ce sont les demandeurs algériens qui ont payé le plus lourd tribut des refus de visa dans l'espace Schengen en 2023. À 80 euros la demande, soit plus du tiers du salaire moyen algérien, ils ont versé plus de 13 millions d'euros, en vain, aux États de **l'Union européenne**. Suivent les Marocains, qui ont versé inutilement près de 11 millions d'euros, puis les Égyptiens, les Nigériens et les Tunisiens.

Au 6ème rang du nombre de demandes refusées, les Sénégalais ont collectivement payé 2,11 millions d'euros pour ne pas avoir de visa. Pour eux, le pourcentage de refus approche les 70%. Ce chiffre est dépassé pour les demandeurs du Congo-Brazzaville, de Guinée, du Mali ou de Guinée-Bissau.

Les populations africaines ont ainsi versé, en vain, près de 54 millions d'euros l'an dernier, 41% de tout l'argent perdu par les ressortissants non européens qui tentaient d'obtenir un visa pour l'espace Schengen. Ce coût devrait s'alourdir cette année, puisque la demande de visa coûte désormais 12,5% de plus.

Malawi: l'avion militaire transportant le vice-président Saulos Chilima porté disparu

Au Malawi, des opérations de recherche d'urgence sont en cours depuis ce lundi matin 10 juin après la

disparition d'un avion militaire transportait le vice-président du pays, Saulos Chilima.

L'avion transportant le deuxième personnage de l'État, Saulos Chilima, et neuf autres personnes, était attendu à 10h02 précises lundi matin sur le tarmac de l'aéroport de Mzuzu, dans le nord du pays. Trois quarts d'heure après son décollage de Lilongwe, la capitale, située à environ 300 km plus au sud, il n'avait pas atterri. Vice-président de deux présidents différents

Économiste de formation, ayant travaillé pour plusieurs multinationales, Saulos Chilima est un personnage central de la vie politique local : colistier de **Peter Mutharika** lors de l'élection présidentielle de 2014, il en était devenu le vice-président avant de se présenter contre lui au scrutin de 2019. Un scrutin qu'il avait contesté et qui avait finalement été annulé par la Cour constitutionnelle en raison d'irrégularités.

RÉPRESSION

Vietnam: le journaliste Huy Duc arrêté après des articles publiés sur Facebook

Les autorités vietnamiennes ont arrêté Huy Duc, figure du journalisme indépendant national, pour « avoir abusé des libertés démocratiques » dans le but de nuire à l'État au moyen d'articles publiés sur le réseau social Facebook, a annoncé la police ce samedi 8 juin.

« *Aucun pays ne peut se développer durablement en s'appuyant sur la peur* », avait écrit le journaliste vietnamien Huy Duc en mai sur **Facebook**. Depuis, son compte, qui comptait plus de 350 000 abonnés, a disparu. Truong Huy San, à l'état civil, est incarcéré dans le cadre d'une enquête sur des écrits qui « *violent les intérêts de l'État, les droits légitimes et les intérêts d'organisations et d'individus* », a indiqué le ministère vietnamien de la Sécurité publique.

Âgé de 62 ans, Huy Duc a collaboré avec d'influents titres de la presse vietnamienne. Il avait été licencié en 2009 d'un journal pour avoir critiqué l'Union soviétique, alliée du **Vietnam** avant sa disparition.

Peu avant son arrestation le 1er juin, le journaliste avait pris pour cible **le nouveau président To Lam** ainsi que le secrétaire général du Parti communiste vietnamien **Nguyen Phu Trong** et d'autres personnalités de la vie politique nationale.

174e place au classement de liberté de la presse

Le Vietnam, dont le système politique repose sur un parti unique, le Parti communiste, contrôle strictement la liberté d'expression. Le pays figure à la 174e place sur 180 du classement de la liberté de la presse constitué par l'ONG Reporters sans frontières (RSF), et est l'un des États qui recourent le plus à l'emprisonnement des journalistes, selon l'organisation.

CORÉE DU SUD: GRÈVE INÉDITE CHEZ SAMSUNG ELECTRONICS

Ce vendredi 7 juin, les employés de Samsung entament leur première journée grève de leur histoire. Fondée en 1969, la première entreprise de Corée du Sud a longtemps eu une politique anti-syndicale, les interdisant jusqu'en 2019. Aujourd'hui, les 28 000 membres du syndicat majoritaire réclament un meilleur dialogue social au sein de l'entreprise.

Des chants ouvriers par l'enceinte posée sur le trottoir, mais presque aucun employé sur le piquet de grève devant le siège de Samsung. Malgré leurs revendications, le syndicat national de l'entreprise (NSEU) fait profil bas. Son président, Lee Hyeon-guk, explique ce format de grève assez unique : « *Nous craignons des représailles de la part de la direction. Comme aujourd'hui c'est le pont entre le jeudi férié et le week-end, nous utilisons un jour de congé payé en même temps que les autres employés pour nous dissimuler dans la masse et éviter les sanctions.* »

« *Un appel pour la prise en compte des syndicats* »

Un stratagème qui en dit long sur les relations sociales au sein de la plus grande entreprise de

Corée du Sud. Samsung a la réputation de licencier ses représentants du personnel. Malgré la présence de représentants syndicaux, la direction continue de les ignorer, selon Lee Hyeonguk : « *Depuis un an, nous essayons de négocier une meilleure paie avec la direction. Nous avons fait une douzaine de réunions, mais elle n'a pas souhaité participer, elle nous ignore. Cette grève, c'est avant tout un appel pour la prise en compte des syndicats.* »

De son côté, Samsung Electronics a déclaré qu'il n'y avait pas d'impact sur la production ou l'activité commerciale : « *Nous nous sommes sincèrement engagés avec le syndicat et nous poursuivrons les discussions avec lui* », a déclaré un représentant du groupe. L'entreprise a aussi proposé une hausse des salaires de 5,1%, mais les manifestants réclament une journée de congé supplémentaire et une plus grande transparence sur l'attribution des bonus basés sur les performances.

Il est difficile de savoir si cette grève, qui ne dit presque pas son nom, aura un réel effet compte tenu de son organisation. Lee Hyeonguk espère une réponse de la direction et se dit prêt à de nouvelles actions.

CULTURE

CHINE: LA «CHANSON DES TRAVAILLEURS» FATIGUÉS FAIT LE BUZZ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

En Chine, une chanson parodique devenue virale qui raconte la fatigue au boulot. « Le chant des ouvriers » dénonce notamment le « 11.11.6 », les horaires à rallonge de 11h à 23 heures, six jours sur sept et la perte de sens au travail.

Apparu pour la première fois il y a près de deux semaines, le « chant des ouvriers » est désormais décliné à toutes les sauces en fonction des secteurs d'activités. L'une des versions les plus partagées sur Douyin – le TikTok chinois – compte 570 000 pouces levés et 1,16 million de partages. Avec souvent **le même ressort visuel**, en l'occurrence des T-shirts remplacés par des PowerPoint, des tableaux Excel à la place des montres ; une overdose de fichiers compressés aussi qui inondent les téléphones portables jusque dans le métro et à la maison.